



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 AOUT 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en vertu
Proc.-Général. } des dispositions de
l'article 1818, il est entre autres choses décrété
" que le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, déclarer qu'un chemin ou pont public, placé sous le contrôle du commissaire, n'est plus sous le contrôle de ce dernier ; à dater du jour indiqué dans la proclamation, ce chemin ou ce pont cesse d'être sous l'administration et le contrôle du commissaire, et nul péage n'est ensuite prélevé sur ce chemin ou sur ce pont en vertu du présent chapitre "

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2nd AUGUST, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue
Atty.-Genl. } of the provisions
of article 1818, it is amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor, &c., may by proclamation declare any public road or bridge, under the management and control of the commissioner, to be no longer under his control ; and upon, from and after a day to be named in the proclamation, such road or bridge shall cease to be under the management and control of the commissioner, and no toll shall thereafter be levied on such road or bridge under the authority of this chapter."

ET ATTENDU que la cour supérieure siégeant à Montréal, à rendu, le 30 juin dernier 1902, un jugement déclarant la compagnie des chemins à barrières de Vaudreuil, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires au village de Vaudreuil, dissoute à toutes fins que de droit et dépossédée du chemin de péage s'étendant depuis l'hôtel de Lotbinière, situé près de la gare de la station de Vaudreuil, jusqu'au village de Vaudreuil inclusivement, passant par les rues Saint-Michel, Saint-Louis et du Bois-Vert et se terminant à la ligne de division, côté nord, qui sépare la municipalité du village de celle de la paroisse de Vaudreuil, le dit chemin traversant les municipalités du village de Dorion, de la paroisse de Vaudreuil et du village de Vaudreuil.

ET ATTENDU qu'aux termes de l'article 5118 des S. R. P. Q., le chemin ci-dessus désigné appartient maintenant à Sa Majesté, et les pouvoirs ci-devant possédés par la dite compagnie "appartiennent au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut en tout temps, remettre ce chemin aux municipalités intéressées".

ET ATTENDU qu'il est de l'intérêt général que l'entretien du dit chemin soit laissé aux municipalités qu'il traverse.

A CES CAUSES, par et de l'avis du conseil exécutif de Notre dite province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que le chemin ci-devant possédé par la compagnie des chemins à barrières de Vaudreuil, et possédé depuis le 30 juin dernier par Sa Majesté, représenté par le gouvernement de la province de Québec, n'est plus et ne sera plus à l'avenir sous le contrôle et l'administration du ministre de la colonisation et des travaux publics de Notre province, et que désormais le dit chemin est et sera sous le contrôle des autorités municipales ou autres autorités locales et des officiers de voirie, tel que décrété par l'article 1819 des dits Statuts refondus de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2801

Canada
Province de }
Québec }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

AND WHEREAS the superior court sitting at Montreal has rendered, on the 30th of June last, 1902, a judgment declaring the Vaudreuil Turnpike Company, a body politic and corporate, having its chief place of business in the village of Vaudreuil, dissolved for all purposes of law, and dispossessed of the turnpike road reaching from the Lotbinière Hotel, situate near the Vaudreuil station, to the village of Vaudreuil, inclusively, passing by the streets Saint Michel, Saint Louis, Bois-Vert and ending at the division line, north side, which separates the municipality of the village from that of the parish of Vaudreuil, said road crossing the municipalities of the village of Dorion, of the parish of Vaudreuil and of the village of Vaudreuil.

AND WHEREAS by the terms of article 5118 of the R. S. P. Q., the road hereinabove described now belongs to His Majesty, and the powers heretofore possessed by the said company "belong to the Lieutenant-Governor in Council who may, at any time, hand over this road to the municipalities interested."

AND WHEREAS it is a matter of public interest that the said road be left to the municipalities which it crosses.

NOW KNOW YE, that, by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, We have ruled and ordered, and We do hereby rule and order, that the road heretofore possessed by the Vaudreuil Turnpike Company, and possessed since the 30th of June last by His Majesty, represented by the government of the province of Quebec, is not and shall not be in future under the control of the administration of the Minister of Colonization and Public Works of Our province; and that the said road is and shall be henceforth under the control of the municipal councils or other local authorities, and of the road officers thereof, such as enacted by article 1819 of the said Revised Statutes of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY NINTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2802

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY FIRST day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

ATENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-UNIEME jour du mois de JUILLET, au neuf cent d-ux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TRENTIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIXIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec

2779

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Port Daniel.

Lot 4, du 6e rang, à Augustin Gagnon.

Canton Gaspe Bay N.

Lot 11, du rang du chemin E., à Paul Fournier.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIRST day of the month of JULY, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRTIETH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

2780

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Port Daniel.

Lot 4, of 6th range, to Augustin Gagnon.

Township Gaspe Bay N.

Lot 11, of road range E., to Paul Fournier.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7242.

Chertsey.

Lot 1, du 8e rang, à John Green, jnr.
Lot 2, du 8e rang, à Patrick Green.

Adj. 6094.

Ponsouby.

Lot 7, du rang "A," à James C. Brymer et trans-
porté à W. E. Brown.

Adj. 7242.

Guigues.

Lot 48, du 3e rang, à Israël Leblanc.
Lot 48, du 4e rang, à Israël Leblanc.

Lavelochère.

Lot 61, du 2e rang, à Herménégilde Cardinal.

E. E. TACHE,

Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 30 juillet 1902.

2799

No 2539.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Dissolution de la dissidence de la municipalité scolaire
d'Upton, comté de Bagot.*

Ordre du Conseil du 18 juillet 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOU-
VERNEUR en conseil d'ordonner, qu'attendu que
les syndicats dissidents de la municipalité d'Upton,
dans le comté de Bagot, ont laissé passer une année
sans avoir une école, soit dans leur propre munici-
palité, soit conjointement avec d'autres syndicats dans
une municipalité voisine, et qu'ils n'ont pas mis la
loi en vigueur à exécution, et ne prennent aucune me-
sure pour avoir des écoles, et de déclarer que la cor-
poration des syndicats des écoles dissidentes pour la
dite municipalité d'Upton, dans le dit comté de
Bagot, est dissoute, et elle est par les présentes
dissoute, en conformité au statut en tel cas fait et
pourvu. 2685.2

DEPARTEMENT DU SECRETAIRE DE
LA PROVINCE.

Québec, 29 juillet 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête
a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gou-
verneur de la province de Québec, par Henry
Desjardins, écuyer, notaire public, demeurant et
pratiquant à Hull, comté et district d'Ottawa,
par laquelle il demande la transmission, en sa
faveur, des minutes, répertoire et index de feu
Paul Thomas Desjardins, en son vivant notaire
public, de Hull, comté et district d'Ottawa, en
vertu des dispositions du code du notariat.

2797

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Québec, 19 juillet, 1902.

Avis est par le présent donné qu'une demande a
été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil,
par la municipalité de Saint-Adèle, comté de Terre-
bonne, pour obtenir l'autorisation de ne publier
qu'en français seulement tout avis, règlement ou
publication faits et passés par la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être
produites dans le délai de deux mois qui suivra la
deuxième et dernière publication du dit avis.

2681.2

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la Province.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à
l'acte 51 Vict. chap. 14, le bureau des examinateurs
des mesureurs de bois de la province de Québec se
réunira à Québec, le 12 août 1902, pour s'en

Adj. 7242.

Chertsey.

Lot 1, in 8th range, to John Green, jnr.
Lot 2, in 8th range, to Patrick Green.

Adj. 6094.

Ponsouby.

Lot 7, in "A" range, to James C. Brymer and
assigned to W. E. Brown.

Adj. 7242.

Guigues.

Lot 48, in 3rd range, to Israël Leblanc.
Lot 48, in 4th range, to Israël Leblanc.

Lavelochère.

Lot 61, in 2nd range, to Herménégilde Cardinal.

E. E. TACHE,

Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 30th July, 1902.

2800

No. 2539.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Dissolution of dissentient school municipality of
Upton, in the county of Bagot.*

Order in council of the 18th of July, 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has
been pleased to order, that whereas the dissentient
trustees of the municipality of Upton, in the county
of Bagot, have allowed a year to elapse without hav-
ing any school, either in their own municipality, or
jointly with other trustees in an adjoining munici-
pality, and have not put the school law into execu-
tion, and do not take any steps to obtain schools,
and to declare that the corporation of the trustees
of the dissentient schools for the said municipality
of Upton, in the said county of Bagot, is dissolved,
and it is hereby dissolved, the whole pursuant to the
statute in such case made and provided. 2686

PROVINCIAL SECRETARY'S DE-
PARTMENT.

Québec, 29th July, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been
presented to His Honor the Lieutenant Governor,
by Henry Desjardins, esquire, notary public, re-
siding and practising at Hull, county of Ottawa,
by which he prays for the transfer, in his favor,
of the minutes, repertory and index of the late
Paul Thomas Desjardins, in his lifetime notary
public, of Hull, county and district of Ottawa,
in virtue of the provisions of the notarial code.

2798

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Québec, 19th July, 1902.

Notice is hereby given that an application has
been presented to the Lieutenant Governor in
Council, by the municipality of Saint Adèle, county
of Terrebonne, to obtain the authorization to publish
in the french language only all notices, by-laws or
resolutions adopted and passed by the council of
the said municipality.

All representations to the contrary must be filed
within the delay of two months following the second
and last publication of the said notice.

2682

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the
54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cutler
of the province of Québec shall meet at Québec, on
the 12th August, 1902, in order to proceed to the

des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

2231.4

examination of candidates desirous of obtaining license as lumber caller.

E. E. TACHÉ,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries

2237

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-sixième jour de juillet 1902, incorporant l'honorable Philippe Landry, de la cité de Québec, sénateur; l'honorable Louis Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et conseil du Roi; l'honorable Thomas Chapais, de la cité de Québec, conseiller législatif; l'honorable Vildebou Wenceslas Larue, de la cité de Québec, conseiller législatif; l'honorable Thomas Chase Casgrain, de la cité de Montréal, député à la Chambre des Communes; Isidore Noël Belleau, écr., avocat et conseil du Roi, de la ville de Lévis; François-Xavier Drouin, écr., avocat et conseil du Roi, de la cité de Québec; l'honorable Thomas Philippe Pelletier, de Trois-Pistoles, dans le comté de Témiscouata, conseiller législatif; l'honorable Nicodème Audet, de la paroisse de Saint-Anselme, conseiller législatif; l'honorable Joseph Bolduc, de la paroisse de Saint-Victor de Tring, sénateur; Victor Châteauevert, écr., de la cité de Québec, négociant; Joseph Vermette, écr., de la cité de Québec, négociant; Joseph Paquet, écr., de la ville de Lévis, contracteur; Alphonse Dumontier, écr., de la ville de Lévis, notaire; Narcisse Lacerte, écr., de la ville de Lévis, médecin; Joseph Isaac Lavery, écr., de la cité de Québec, avocat; Alexandre Gauvreau, écr., de la cité de Québec, notaire; Elzéar Fiset, écr., de la cité de Québec, avocat; Eugène Crépaud, écr., avocat et conseil du Roi, Arthabaskaville; Albert Bender, écr., de la ville de Montmagny, avocat et conseil du Roi; Louis Fréchette, écr., de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, dans le comté de Mégantic, ex-député à la Chambre des Communes, et négociant; Samuel Charles Riou, écr., avocat, de la ville de Fraserville, pour les fins suivantes, savoir: de posséder, publier un ou des journaux, et de faire le commerce de publication et impression et tous ouvrages d'imprimerie, sous le nom de "La Compagnie de L'Événement," avec un fonds social de quarante mille (\$40,000.00) piastres, divisé en huit cents actions (800) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2789

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-sixième jour de juillet 1902, incorporant Joseph Anselme Gosselin, manufacturier; Origène Gosselin, commis; Louis Henri Ulric Gill, médecin; Thomas Quinn, prêtre-curé, tous quatre de la ville de Drummondville, et Louis Adélar Brien, notaire public, de Saint-Germain de Grantham, pour les fins suivantes, savoir: d'exercer l'industrie de la manufacture et du commerce de toutes espèces d'effets, de machineries, de marchandises, objets de fabrique qui peuvent se faire en fer, en fonte, en cuivre, bois, ou avec toutes autres matières qu'elle jugera à propos d'employer, sous le nom de "La Compagnie J. A. Gosselin,"

Public notice is hereby given that under "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of July, 1902, incorporating the Honorable Philippe Landry, of the city of Quebec, senator; the Honorable Louis Philippe Pelletier, of the city of Quebec, advocate and King's Counsel; the Honorable Thomas Chapais, of the city of Quebec, Legislative Councillor; the Honorable Vildebou Wenceslas Larue, of the city of Quebec, Legislative Councillor; the Honorable Thomas Chase Casgrain, of the city of Montreal, member of the House of Commons; Isidore Noël Belleau, Esq., advocate and King's Counsel, of the town of Lévis; François-Xavier Drouin, Esq., advocate and King's Counsel, of the city of Quebec; the Honorable Thomas Philippe Pelletier, of Trois-Pistoles, in the county of Témiscouata, Legislative Councillor; the Honorable Nicodème Audet, of the parish of Saint Anselme, Legislative Councillor; the Honorable Joseph Bolduc, of the parish of Saint Victor de Tring, senator; Victor Châteauevert, Esq., of the city of Quebec, trader; Joseph Vermette, Esq., of the city of Quebec, trader; Joseph Paquet, of the town of Lévis, contractor; Alphonse Dumontier, Esq., of the town of Lévis, notary; Narcisse Lacerte, Esq., of the town of Lévis, physician; Joseph Isaac Lavery, Esq., of the city of Quebec, advocate; Alexandre Gauvreau, Esq., of the city of Quebec, notary; Elzéar Fiset, Esq., of the city of Quebec; advocate; Eugène Crépaud, Esq., advocate and King's Counsel, Arthabaskaville; Albert Bender, esq., of the town of Montmagny, advocate and King's Counsel; Louis Fréchette, Esq., of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, in the county of Mégantic, ex-member of the House of Commons, and trader; Samuel Charles Riou, Esq., advocate, of the town of Fraserville, for the following purposes, namely: to own, publish one or more news papers, and to carry on the business of publishing, printing and all kinds of printing, by the name of "La Compagnie de L'Événement," with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into eight hundred shares (800) of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty ninth day of July, 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2790

Public notice is hereby given that under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of July, 1902, incorporating Joseph Anselme Gosselin, manufacturer; Origène Gosselin, clerk; Louis Henri Ulric Gill, physician; Thomas Quinn, parish priest, all four of the town of Drummondville, and Louis Adélar Brien, notary public, of Saint Germain de Grantham, for the following purposes, namely: to carry on the business of manufacturing and dealing in all kinds of goods, machines, merchandise, and articles to be made of iron, cast iron, copper, wood, or with any other matters which it may think fit to employ, by the name of "La Compagnie J. A. Gosselin," with a capital stock of

avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions (500) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet 1902.

2787

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1902, incorporant Alfred Blais, manufacturier, et Eugène Paquet, médecin, tous deux de la paroisse de Saint-Aubert, district de Montmagny; Horace de Lottinville, voyageur de commerce, Amédée Côté, bijoutier, et Maurice Rousseau, avocat, tous trois de la ville de Montmagny, pour les fins suivantes, savoir: fabriquer des cercueils en bois, en pulpe ou en métal, et confectionner tous les ornements ou accessoires se rapportant aux cercueils; manufacturer des portes, des châssis, des moulures, des boîtes à beurre et à fromage, des moulins à laver, etc., et exploiter l'industrie du bois dans toutes ses branches; acquérir des terrains et les revendre par lots à bâtir ou autrement, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Montmagny," avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions (500) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-sixième jour de juillet 1902.

2823

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 26^e jour de juillet 1902, incorporant Edmond William Tobin, marchand de bois, de Brompton Falls; Frank Norman McCrea, marchand de bois, de la cité de Sherbrooke; Bernard Quinn, commerçant, de la ville de Windsor Mills; Joseph Alphonse Bégin, notaire de la ville de Windsor Mills; Firmin Campbell, avocat, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants, savoir:

Acquérir, posséder, louer, tenir et mettre en opération, par aucun titre légal, des terres, limites à bois, meubles et immeubles et droits quelconques, moulins, pouvoirs d'eau, actions de compagnies de chemins de fer, droits de patentes et réclamations, les vendre, louer en entier ou en partie ou en disposer autrement.

Faire en général les affaires de manufacture et plus spécialement les affaires de bois et manufacture de bois dans toutes ses branches; construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations, moulins, ouvrages hydrauliques, travaux électriques, tramways et chemins de fer pour les fins de leurs affaires seulement; manufacturer, acheter, vendre ou louer toutes choses y ayant rapport; faire les affaires comme commerçants et acheter et vendre des marchandises.

Consolider avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et objets et acquérir par achat, loyer ou autrement, les droits et privilèges de toute telle compagnie.

Emprunter de l'argent, émettre des débetures, hypothéquer et transporter en garantie ses meubles et immeubles et actions dans les compagnies de chemins de fer, et en général de faire toute

fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this twenty eight day of July, 1902.

2788

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twenty fifth day of July, 1902, incorporating Alfred Blais, manufacturer, and Eugène Paquet, physician, both of the parish of Saint Aubert, district of Montmagny; Horace de Lottinville, commercial traveller, Amédée Côté, jeweller, and Maurice Rousseau, advocate, all three of the town of Montmagny, for the following purposes, namely: to make coffins of wood, pulp or metal, and to make all ornaments or accessories connected with coffins; to manufacture doors, windows, mouldings, boxes for butter and cheese, washing machines, etc., and to carry on a trade in wood in all its branches; to acquire lands and resell them in building lots or otherwise, by the name of "La Compagnie Industrielle de Montmagny," with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this twenty sixth day of July, 1902.

2824

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twenty sixth day of July, 1902, incorporating Edmund William Tobin, lumber merchant, of Brompton Falls; Frank Norman McCrea, lumber merchant, of the city of Sherbrooke; Bernard Quinn, trader, of the town of Windsor Mills; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills; Firmin Campbell, advocate, of the city of Sherbrooke, for the following purposes, viz.:

To acquire, own, lease, hold and operate, by any legal title, all lands, timber limits, real and personal property and rights whatever, mills, water powers, shares in railway companies, patent rights and claims, and the same, or any part thereof, to sell, lease or otherwise dispose of.

To carry on a general manufacturing business and more specially the business of lumbering and the manufacturing of lumber in all its branches; to construct and operate all useful works, improvements, mills, water works, electrical works, tramways and railways for the purposes of their business only; to manufacture, buy, sell or lease anything incidental thereto; to do business as traders and to buy and sell goods.

To consolidate with any other company with like powers and aims, and to acquire by purchase, or otherwise, the rights and privileges of any such company.

To borrow money, issue debentures, hypothecate and transfer in security moveables and immoveables and its shares in railway companies, and generally to do everything necessary for the

chose nécessaire pour les fins de l'entreprise, sous le nom de "The Lotbinière Lumber Company," avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille actions (1000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de juillet 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2825

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou par toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les

purposes of its undertaking, under the name of "The Lotbinière Lumber Company," with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand shares (1000) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of July, 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2826

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of a slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or altering any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and

demander, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent a passeront devant le bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills. Prévus avant la production d'un certificat d'un des faits en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1737

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans

printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the party seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

1738

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and

un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré

in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Privat

par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2777

Greffier de l'Assemblée Législative

Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2778

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4393.

Dame Délia Chaput, de la ville de Berthier, district de Joliette, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Elie Guilmette, ouvrier menuisier, du même lieu.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 24 juillet 1902.

2773

Dame Onésime Loiseau, de Saint-Mathias, district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse;

vs.

Amédée Gingras, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, poursuivi en séparation de biens le défendeur, son mari, devant la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe, sous le No 71.

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 3 juillet 1902.

2771

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4393.

Dame Délia Chaput, of the town of Berthier, district of Joliette, has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Elie Guilmette, joiner, of the same place.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 24th July, 1902.

2774

Dame Onésime Loiseau, of Saint-Mathias, district of Saint-Hyacinth, Plaintiff;

vs.

Amédée Gingras, farmer, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, taken against the defendant, her husband, an action in separation of property, before the superior court, at Saint Hyacinth, under No. 71.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 3rd July, 1902.

2772

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Su, érieure.*
 No 1666.
 Dame Clémentine Archambault, épouse de Arthur
 Beaudry, hôtelier, de Longueuil, district de
 Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Arthur Beaudry, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 23e jour de juillet 1902.
 F. P. TREMBLAY,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 26 juillet 1902. 2775

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 6974.
 Dame Hermine Smith, de la paroisse de Saint-
 Armand ouest, dans le district de Bedford,
 épouse de Alfred Thérien, hôtelier, du même
 lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Alfred Thérien, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été insti-
 tuée en cette cause, le dix-neuvième jour de juil-
 let 1902.
 ● GABRIEL MARCHAND,
 Avocat de la demanderesse.
 Sweetsburg, 22 juillet 1902. 2813

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 882.
 Dame Cordélia Laporte, de la ville de Maiso-
 neuve, a, ce jour, institué une action en sépara-
 tion de biens à son époux, Odilon Gauthier, cor-
 donnier, du même lieu.

A. ZENON MORIN,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 25 juillet 1902. 2817

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 115.
 Dame Eméline Bergeron, de la paroisse de
 Sainte-Anne du Sault, épouse de Joseph Ber-
 geron, commerçant, du même lieu,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Joseph Bergeron, de Sainte-Anne du
 Sault, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce
 jour, instituée en cette cause.
 OREPEAU & OREPEAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 30 juillet 1902. 2809

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 311.
 Dame Aglaé Fournel, de la cité de Maisonneuve,
 épouse commune en biens de Emile Racine,
 du même lieu, Demanderesse ;

vs.
 Le dit Emile Racine, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation en séparation de biens
 a été instituée en cette cause, le deuxième jour
 d'avril 1902.
 L. T. MARECHAL,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 2 juillet 1902. 2479-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1666.
 Dame Clémentine Archambault, wife of Arthur
 Beaudry, hotel-keeper, of Longueuil, district of
 Montreal, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Arthur Beaudry, Defendant.
 A suit for separation of property has been insti-
 tuted in this case, the 23rd of July, 1902.
 F. P. TREMBLAY,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 26th July, 1902. 2776

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court*
 No. 6974.
 Dame Hermine Smith, of the parish of Saint
 Armand West, in the district of Bedford, wife
 of Alfred Thérien, hotel keeper,, of the same
 place, duly authorized to appear in judicial
 proceedings, Plaintiff ;

vs.
 The said Alfred Thérien, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this cause, on the nineteenth day of
 July, 1902.
 GABRIEL MARCHAND,
 Attorney for plaintiff.
 Sweetsburg, 22nd July, 1902. 2814

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 883.
 Dame Cordélia Laporte, of the town of Mai-
 sonneuve, has, this day, instituted an action in
 separation as to property against her husband,
 Odilon Gauthier, of the same place, shoemaker.

A. ZENON MORIN,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 25th July, 1902. 2818

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 115.
 Dame Eméline Bergeron, of the parish of Sainte
 Anne du Sault, wife of Joseph Bergeron, tra-
 der, of the same place, Plaintiff ;

vs.
 The said Joseph Bergeron, of Sainte Anne du
 Sault, Defendant.
 An action in "séparation de biens" has been,
 this day, instituted in this cause.
 OREPEAU & OREPEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 30th July, 1902. 2810

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 311.
 Dame Aglaé Fournel, of the city of Maisonneuve,
 district of Montreal, wife common as to pro-
 perty of Emile Racine, of the same place,
 Plaintiff ;

vs.
 Emile Racine, of the same place, Defendant.
 An action in separation as to property has
 been taken in this case, on the second day of
 April, 1902.
 L. T. MARECHAL,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 2nd July, 1902. 2480

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 821.
Dame Marie Louise Bourdeau, épouse de Joseph
Miron, tailleur, de Valleyfield, dit district,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Miron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise,
ce jour, en cette cause.

ARTHUR PLANTE,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 30 mai 1902. 2461-5

Canada
Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure*
No 877.

Dame Rachel Doiron, de Saint-Alexis de Méta-
pédia, épouse de Joseph Poirier, ancien marchand,
du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
en vertu d'une ordonnance judiciaire,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Poirier, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été instituée
en cette cause, le 9 juillet 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Procureurs de la demanderesse.
New-Carlisle, 22 juillet 1902. 2715.2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Edourdiana Richard, du canton de Windsor,
dans le district de Saint-François, épouse de
Denis Chenevert, du même lieu, cultivateur,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Denis Chenevert, Défendeur ;
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le douzième jour de juillet 1902.

CAMPBELL & McCABE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 12 juillet 1902. 2693.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1668.

Dame Marie Robert, épouse commune en biens
de Alexandre Brosseau, contracteur, des cité et
district de Montréal, à ce jour, intenté une action
en séparation de biens contre son dit époux.

EMARD & TACHEREAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 26 juillet 1902. 2723.2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Virginie Pagé, épouse de Joseph Hercule
Létourneau, de la ville de Grand'Mère, district
des Trois-Rivières,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Hercule Létourneau, de la ville de
Grand'Mère, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le dix-neuf juillet mil neuf cent
deux.

LS. J. BLONDIN,
Procureur de la demanderesse.
Grand'Mère, 19 juillet 1902. 2731.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2655.

Dame Victoria Gagnon, de Montréal, a ce jour
intenté une action en séparation de biens contre
son époux Argénas Goyer, boulanger du même lieu.

DEMERS & DE LORIMIER,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 june 1902. 2573.4

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 821.

Jame Marie Louise Bourdeau, wife of Joseph
Miron, tailor, of Valleyfield, said district,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Miron, Defendant.
An action for separation of property has, this
day, been taken in this cause.

ARTHUR PLANTE,
Attorney for plaintiff.
Valleyfield, 30th May, 1902. 2462

Canada,
Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
No. 877.

Dame Rachel Doiron, of Saint Alexis of Meta-
pédia, wife of Joseph Poirier, heretofore mer-
chant, of the same place, duly authorized to sue,
in virtue of a judicial order,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Poirier, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause, on the 9th of July, 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Attorneys for plaintiff.
New Carlisle, 22nd July, 1902. 2716

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Edouardiana Richard, of the township of
Windsor, in the district of Saint Francis, wife
of Denis Chenevert, of the same place, farmer,
judicially authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Denis Chenevert, Defendant ;
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the twelfth day of July,
1902.

CAMPBELL & McCABE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 12th July, 1902. 2694

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1668.

Dame Marie Robert, wife common as to property
of Alexandre Brosseau, contractor, of the city and
district of Montreal, has, this day, sued her said
husband for separation as to property.

EMARD & TACHEREAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th July, 1902. 2724

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Virginie Pagé, wife of Joseph Hercule Letourneau,
of the town of Grand'Mère, district of Three
Rivers,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Hercule Letourneau, of the town
of Grand'Mère, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this case, the 19th July one thousand
nine hundred and two.

LS. J. BLONDIN,
Attorney for the plaintiff.
Grand'Mère, 19th July, 1902. 2732

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2655.

Dame Victoria Gagnon, of Montreal, has this
day, instituted an action in separation as to pro-
perty against her husband Argénas Goyer, of the
same place, baker.

DEMERS & DE LORIMIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th June, 1902. 2574

Cour Supérieure—Chicoutimi.

No 857.

Dame Marie Fortin, épouse commune en biens de Daniel Ouellet, huissier et cordonnier, du village d'Hébertville, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Daniel Ouellet, huissier et cordonnier, du village d'Hébertville, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été instituée en cette cause, le 5 juillet mil neuf cent deux.

GUSTAVE PERRAULT,
Procureur de la demanderesse.

Roberval, 5 juillet 1902. 2675.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1541.

Dame Eglantine de Montigny, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de William A. Giguère, du même endroit, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

LAMOTHE & TRUDEL,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 juin 1902. 2521.4

District de Rimouski.—Cour Supérieure.
No 2756.

Dame Marguerite Soucy, de la paroisse de Saint-Moïse, district de Rimouski, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Thomas Ouellet, ci-devant marchand, du même endroit.

TESSIER & FISET,
Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 19 juin 1902. 2533.4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure*
No 495.

Dame Francis Catherine Smith, de la ville de Buckingham, dans le district d'Ottawa, épouse de John Thomas Cooke, de la dite ville de Buckingham, instituteur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Thomas Cooke, Défendeur.
Une action en séparation de biens et de corps a été instituée en cette cause le seizième jour de juin courant.

G. H. AYLMEY BROOKE,
Procureur de la demanderesse.

Buckingham, 17 juin 1902. 2677.3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St François. }
No 610.

Dame Anne Elizabeth Sloane, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Joseph O. Lehwess, du dit canton de Compton, maintenant absent dans l'empire d'Autriche.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 11 juillet 1902. 2667.3

Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure,*
District d'Ottawa. } *Hull.*
Patrick Booth *alias* John Patrick Booth,
Requérant.

Avis public est par le présent donné que le 20e jour d'août, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice, à la dite cité de Hull, Patrick Booth *alias* John Patrick Booth, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, plombier, s'adressera par requête à l'un des juges de la Cour Supérieure, siégeant pour le district d'Ottawa, en chambre, pour obtenir des lettres de vérification, constatant à qui a été déferée la succession de feu John Booth *alias*

Superior Court—Chicoutimi.

No. 857.

Dame Marie Fortin, wife common as to property of Daniel Ouellet, bailiff and shoemaker, of the village of Hebertville, duly authorised, Plaintiff ;

vs.

Daniel Ouellet, bailiff and shoemaker, of the village of Hebertville, Defendant.
An action for separation of property, has been instituted in this cause, on the 5th July one thousand nine hundred and two.

GUSTAVE PERRAULT,
Attorney for plaintiff.

Roberval, 5th July, 1902. 2676

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1541.

Dame Eglantine de Montigny, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William A. Giguère, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

LAMOTHE & TRUDEL,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd June, 1902. 2522

District of Rimouski.—Superior Court
No. 2756.

Dame Marguerite Soucy, of the parish of Saint-Moïse, district of Rimouski, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Thomas Ouellet, formerly merchant, of the same place.

TESSIER & FISET,
Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 19th June, 1902. 2534

Province of Quebec, }
District of Ottawa, } *Superior Court.*
No. 495.

Dame Francis Catherine Smith, of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, wife of John Thomas Cooke, of the said town of Buckingham, teacher, duly authorized to ester *en jus ice*, Plaintiff ;

vs.

The said John Thomas Cooke, Defendant.
An action for separation from bed and board and of property has been instituted in this cause, the 16th day of June instant.

G. H. AYLMEY BROOKE,
Attorney for plaintiff.

Buckingham, 17th June, 1902. 2678

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court*
District of St Francis. }
No. 610.

Dame Ann Elizabeth Sloane, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, has, this day, taken an action *en séparation de corps et de biens* against her husband, Joseph O. Lehwess, of the said township of Compton, now absent in the empire of Austria.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 11th July, 1902. 2668

Province of Quebec, } *In the Superior Court,*
District of Ottawa. } *Hull.*
Patrick Booth *alias* John Patrick Booth,
Petitioner.

Public notice is hereby given that on the 20th day of August next, at ten of the clock in the forenoon, in the court house, in the city of Hull, Patrick Booth *alias* John Patrick Booth, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, plumber, will petition the Honorable Judge of the superior court, administering justice for the district of Ottawa, in chambers, for the purpose of obtaining letters of verification, establishing upon what person or per-

John Mansfield Booth, domicilié dans la dite cité de Hull, dans le dit district d'Ottawa, et la part de chaque héritier en icelle.

C. J. BROOKE,
Proc. pour le requérant.
2555.4

Hull, 9 juillet 1902.

Avis est donné que, dans le délai légal, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour incorporer par lettres patentes, sous l'acte des compagnies à fonds social, les requérants et ceux qui deviendront actionnaires par la suite. Le nom de la compagnie sera : "La Compagnie Déry & Fils"; son but : cultiver, acheter et vendre des arbres, des plantes et des graines, faire le commerce de pépiniériste dans toutes ses branches et avoir des agences à cet effet; son bureau principal sera à Montréal; son capital sera de \$3,000, divisé en 60 actions de \$50. Les requérants sont : Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry, George Déry, négociants, John Lebouillier, agent d'assurance, et Auguste Léonce Rinfret, avocat, de Montréal; les directeurs provisoires seront les dits Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry et Auguste Léonce Rinfret, sujets britanniques.

A. L. RINFRET,
Avocat des requérants.
Montréal, 30 juillet 1902. 2815

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, les personnes ci-après mentionnées, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements," pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Price-Porrirt Pulp and Paper Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer le bois de pulpe brute, la pulpe préparée, papier et carton, faire le commerce de papier, de papier et de carton, d'acquérir, construire et exploiter des moulins et des manufactures, pour manufacturer, se servir, louer et vendre le pouvoir, chauffage et éclairage électriques; de faire en général le commerce de lumière et pouvoir électriques; d'acquérir des limites à bois, pouvoirs d'eau et autres propriétés, tous meubles ou immeubles nécessaires à l'exploitation de ce commerce.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la paroisse de Rimouski.

4° Le fonds social de la compagnie sera de (\$250,000) divisé en 2,500 parts de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Price, Henry Edward Price et Arthur John Price, tous de Québec, marchands; et Oswald Austin Porritt, marchand, et Ellen Porritt, tous deux de Rimouski.

William Price, Henry Edward Price et Oswald Austin Porritt, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Solliciteurs des requérants.
Québec, 18 juillet 1902. 2691.2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nom-

sons the succession of the late John Booth *alias* John Mansfield Booth deceased, at the time of his death, resident in the said city of Hull, in the district of Ottawa, has devolved, and the share of each heir in the same.

C. J. BROOKE,
Atty. for petitioner.
2556
Hull, 9th July, 1902.

Notice is given that, within the legal delay, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, to incorporate by letters patent, under the Joint Stock Companies Act, the applicants and such other persons as may become shareholders. The name of the company shall be : "The Déry & Son Company"; its purposes : to grow, purchase and sell trees, plants and seeds, to conduct a general nursery business in all its branches and have agencies to that effect; the head office will be in Montreal; the capital stock will be of \$3,000, divided in 60 shares of \$50. The applicants are : Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry, George Déry, all traders, John Lebouillier, insurance agent, and Auguste Léonce Rinfret, advocate, all of Montreal; the provisional directors will be the said Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry and Auguste Léonce Rinfret, british subjects.

A. L. RINFRET,
Attorney for applicants.
Montreal, 30th July, 1902. 2816

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for the province of Quebec, under the Joint Stock Companies Act, and amendments, for a charter of incorporation by letters patent.

1. The corporate name of the company will be "The Price Porritt Pulp & Paper Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to manufacture, ground wood pulp and sulphite pulp, paper, paper board, etc., to deal in pulp, paper and paper board; to acquire, construct and operate mills and manufactories, to manufacture, use, lease and sell electrical power, heat and light; to carry on a general electric light and power business; to acquire all the timber limits, water powers and other property, real and personal, necessary for carrying on its business.

3. The principal place of the company will be in the parish of Rimouski.

4. The capital stock of the company will be \$250,000; (divided into 2,500 shares of \$100 each).

5. The full names, residences and calling of the petitioners are as follows : William Price, Henry Edward Price and Arthur John Price, all of Quebec, merchants; and Oswald Austin Porritt, merchant and Ellen Porritt, wife separated as to property of the said Oswald Austin Porritt, both of Rimouski.

William Price, Henry Edward Price and Oswald Austin Porritt, all of whom are British subjects, shall be the first of provisional directors of the said company.

CARON & PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Solliciteurs for petitioners.
Québec, 18th July 1902. 2692

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies Act, and amendments thereto" for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such

més et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporée de la compagnie sera : "La Compagnie de Médecines Patentées Françaises".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire les affaires de pharmacie en gros et en détail et d'importer des produits chimiques et pharmaceutiques, ainsi que des instruments de chirurgie, avec pouvoir d'acquérir, posséder par achat, loyer ou autrement et en disposer, tel qu'il peut être déterminé, les meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires aux fins des dites affaires ou en rapport avec icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille dollars.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Gaston de Werthemer, pharmacien ; Toussaint Evariste Gagner, pharmacien ; Herménégilde Jeannotte, médecin ; John Barry, commis ; Joseph Henri Brossard, médecin, tous des cité et district de Montréal.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 juillet 1902.

2587.3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom social de la dite compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., à responsabilité (limitée)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : faire le commerce d'imprimerie et de librairie.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille dollars (\$5,000.00).

5° Le nombre des actions sera de deux cents (200) et le montant de chaque action sera de vingt-cinq dollars (\$25.00).

6° Les noms, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Georges F. Brisette, mécanicien ; Ernest Pineault, imprimeur ; Henriette Gareau, imprimeur ; Pierre Gauthier, mécanicien, et Napoléon Caty, imprimeur, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

7° Les cinq requérants ci-haut nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 juillet 1902.

2611.3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposé sera Thomas Baird & Son Company (Limited).

other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for purposes mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "La Compagnie de Médecines Patentées Françaises."

2. The incorporation is asked for the purpose of carrying on business as wholesale and retail druggist and for the importation of chemical and druggist's supplies, as well as surgical instruments, with power to acquire, hold and dispose of by sale, lease or otherwise, as may be determined, all such moveable or immoveable property as may be necessary for the purposes or in connection with the said business.

3. The chief place of business of said company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars.

5. The number of shares is to be five hundred, of one hundred dollars each.

6. The names in full, address and calling of the applicants are as follows : Gaston de Werthemer, druggist ; Toussaint Evariste Gagner, druggist ; Herménégilde Jeannotte, physician ; John Barry, clerk ; Joseph Henri Brossard, physician, all of the city and district of Montreal.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th July, 1902.

2588

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., (limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are : to do a general business in printing and stationery.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The number of shares will be two hundred (200) and the amount of each share will be twenty five dollars (\$25.00).

6. The names, residence and calling of each of the petitioners are as follows : George F. Brisette, machinist ; Ernest Pineault, printer ; Henriette Gareau, printer ; Pierre Gauthier, machinist, and Napoléon Caty, printer, all of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

7° The five above mentioned applicants will be the first directors of the company.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,

Attorneys for applicants.

Montreal, 15th July, 1902.

2612

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is Thomas Baird & Son Company (Limited).

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandé sont :

(a) Acquérir posséder les affaires et stock de Thomas Baird, de Ormstown, comté de Châteauguay, province de Québec ;

(b) Faire en général les affaires de marchands en gros et en détail.

(c) Faire en général les affaires de erain et de arine ;

(d) Faire en général les affaires de moulin à farine ;

(e) Faire les affaires de marchands de bois et commerçants de bois, charbon et autres combustible ;

(f) Manufacturer et faire le commerce de briques, articles en terra-cotta, objects en argile, tuiles, tuyaux de drainage, poteries et objects de même nature ;

(g) Posséder des pesées publiques et de faire les affaires comme peseurs publics.

(h) Acquérir et posséder toute propriété, meubles et immeubles nécessaires pour faire les affaires de la compagnie, et accepter et donner des hypothèques et autres garanties, entreprendre et faire des contrats en général avec toutes personnes et nécessaires pour faire les affaires de la compagnie ;

(i) Faire toutes autres choses en rapport aux affaires de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Ormstown, comté de Châteauguay, province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$99,900.00, divisé en neuf cent quatre-vingt dix neuf actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Thomas Baird, marchand ; George Emberson Baird, marchand ; John Baird, gentilhomme ; Andrews Gentles Hall, médecin et chirurgien, tous du village de Ormstown et district de Beauharnois, dans la province de Québec ; Colin Alexander McNee, marchand, de pianos, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario et William Patterson, avocat, des cité et district de Montréal, province de Québec.

Les dits Thomas Baird, George Emberson Baird, John Baird et Andrew Gentles Hall seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets Anglais.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,

Procureurs des requérants,

Ormstown, 8 juillet 1902.

2575.4

Avis est par les présentes donné que, durant l'espace d'un mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social pour constituer en compagnie sociale les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes, avoir :

1° Le nom de la compagnie projetée est : La Compagnie Théâtrale Française (Limitée).

2° L'objet pour lequel la charte est demandée, est l'exploitation de théâtres.

3° L'endroit du siège principal des affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de dix mille dollars.

5° Le nombre des actions ou parts est de deux mille, au montant de cinq dollars chacune.

6° Les noms, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Adelman de Martigny, médecin ; François-Xavier de Grandpré, gérant ; Raoul Harmant, artiste, et Edmond Lepage, marchand, tous de la

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To acquire and own the present business and stock of Thomas Baird, of Ormstown, county of Chateauguay, province of Quebec ;

(b) To carry on business as general wholesale and retail merchants ;

(c) To carry on a general grain and flour business ;

(d) To do a general grist milling business ;

(e) To carry on the business of lumber and timber merchants and dealers in wood, coal and other fuel ;

(f) To manufacture and deal in bricks, terra-cotta wares, fire clay goods, tiles, drain pipes, pottery, and goods of like nature ;

(g) To own public scales and to do business as public weighers ;

(h) To acquire and hold all property, moveable and immoveable, necessary for the carrying on of the business of the company, and to accept and give hypothecs and other securities, to contract and be contracted with generally and in every way necessary for the carrying on of the company's business ;

(i) To do all such other things as are incidental to the carrying on of the company's business.

3. The chief place of business of the said company is to be at the village of Ormstown, county of Chateauguay, province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$99,900.00, divided into nine hundred and ninety-nine shares of \$100.00 each.

5. The names in full and address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Baird, merchant ; George Emberson Baird, merchant ; John Baird, gentleman ; Andrew Gentles Hall, physician and surgeon, all of the village of Ormstown and district of Beauharnois, in the province of Quebec ; Colin Alexander McNee, piano dealer, of the city of Ottawa, province of Ontario, and William Patterson, advocate, of the city and district of Montreal province of Quebec.

The said Thomas Baird, George Emberson Baird, John Baird and Andrew Gentles Hall shall be the first or provisional directors of the said company all of whom are resident in Canada and are British subjects.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU

Attorneys for Applicants.

Ormstown, July 8th, 1902.

2576

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provision of "The Joint Stock Companies Incorporation Act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders, the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "La Compagnie Théâtrale Française, (limited).

2. The purpose within the purview of the act for which incorporation is sought, are to carry on theatrical business.

3. The chief place of business of the said company is in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars.

5. The number of shares is to be two thousand, and the amount of each share is to be of the value of five dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, merchant ; Adelman de Martigny, physician ; François-Xavier de Grandpré, manager ; Raoul Harmant, artist, and Edmond Lepage, mar-

city of Montreal, lesquels sont les premiers directeurs de la dite compagnie projetée.

BÉRARD, BRODEUR & BÉRARD,
Procureurs des dits requérants.
Montréal, 7 juillet 1902. 2559.4

chant, all of the city of Montreal, who are to be the first on provisional directors of the said proposed company.

BERARD, BRODEUR & BERARD,
Attorneys for applicants.
Montreal, 7th July, 1902. 2560

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 4.

Dans l'affaire de Victor Mailloux, Failli.
Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20 août 1902, date après laquelle les dividendes seront payables à mon bureau.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curateur.

Bureau : 67, rue Richelieu.
Saint-Jean, 29 juillet 1902. 2795

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de A. H. Paré, Pont Maskinongé P. Q., Insolvable.
Avis vous est donné que, le 26e jour de juillet 1902, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 août 1902. 2793

Province de Québec, }
District de Saint-François } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Geo. Allaire, de Saint-François-Xavier de Brompton, Failli.
Avis est par le présent donné que le 26e jour de juillet courant, par ordre de l'honorable sir Melbourne Tait, agissant comme juge en chef de la cour supérieure, j'ai été nommé curateur aux biens abandonnés du dit failli.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau dans les trente jours de cet avis.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington.
Sherbrooke, 30 juillet 1902. 2807

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Jos. St-Hilaire, Saint-Romuald, Failli.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 25 juillet 1902, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 26 juillet 1902. 2803

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 4.

In the matter of Victor Mailloux, Insolvent.
Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 20th August, 1902, after which date dividends will be payable at my office.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curator.

Office : 67, Richelieu street.
Saint Johns, 29th July, 1902. 2796

Province of Quebec, }
District of Three Rivers } *Superior Court.*

In the matter of A. H. Paré, Pont Maskinongé, P. Q., Insolvent.
Notice is given that, on the 26th day of July, 1902, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month.

A. L. KENT,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 2nd August, 1902. 2794

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of Geo. Allaire, of Saint François-Xavier de Brompton, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 26th day of July instant, by order of honorable sir Melbourne Tait, acting chief justice of the superior court, I was appointed curator to the abandoned property of said insolvent.

Claims must be filed with me within thirty days from the date of this notice.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
No. 87, Wellington street.
Sherbrooke, 30th July, 1902. 2808

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Jos. St. Hilaire, Saint Romuald, Insolvent.
Notice is hereby given that by order of the Honorable judge, dated the 25th day of July, 1902, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 26th July, 1902. 2804

Dans l'affaire de Argenas Goyer, boulanger, de la ville Saint-Louis, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection jusqu'à vendredi, le quinzième jour d'août 1902, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 11, Place d'Armes, Montréal.

NAPOLEON ST-AMOUR,

Curateur.

Montréal, 30 juillet 1902.

2821

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*

Avis est par le présent donné que Alphonse Prince, voiturier, de la paroisse de Saint-Grégoire, a, le 28 juillet courant, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

TOURIGNY & BUREAU,

Procureurs de P. A. Gouin, gardien provisoire.
Trois-Rivières, 25 juillet 1902.

2819

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dominique Mignac, marchand, de Montréal, Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, a été dûment nommé curateur aux biens du dit failli, en date du 30 de juillet courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à mon bureau, No 15, rue Saint-Jasques, dans un délai de 30 jours, à compter du présent avis.

WM. RENAUD,

Curateur.

Montréal, 30 juillet 1902.

2806

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le 30 juillet 1902, dans une cause dans laquelle dame Odile Lamarre, de la paroisse de Laprairie, district de Montréal, veuve de feu Casimir Brosard, en son vivant cultivateur, du même lieu, et Nazaire Lamarre, gardien, des cité et district de Montréal, sont Demandeurs, et Napoléon Lamarre, cultivateur, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur dûment nommé à dame Marie Lamarre, intendante, épouse de Charles Arbec, cultivateur, et ce dernier, partie aux présentes, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse; demoiselle Ovide Lamarre, fille majeure et usant de ses droits; Michel Lamarre, ancien cultivateur; Alexis Lamarre, cultivateur; Pierre Lamarre, cultivateur; Odile Lamarre, épouse de Isafe Goyette, et ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, tous de la paroisse de Longueuil, district de Montréal; Hubert Lamarre, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, dit district; Gilbert Lamarre, commerçant, des cités et district de Montréal; Philomène Lamarre, de Chambly Canton, dit district, veuve de feu Fortunat Daignault, en son vivant charretier, du même lieu; Eloïse Lamarre, de North Grafton, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, épouse de Théophile Marcell, du même lieu, et ce dernier, partie aux pré-

In the matter of Argenas Goyer, baker, of the town of Saint Louis, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be open to objection until Friday, the fifteenth day of August, 1902, after which date the dividends will be payable at my office, 11, Place d'Armes, Montreal.

NAPOLEON ST-AMOUR,

Curator.

Montreal, 30th July, 1902.

Province of Quebec, }
District of Three-Rivers. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Alphonse Prince, carriage maker, of the parish of Saint Grégoire, did, on the 28th of July instant, make a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

TOURIGNY & BUREAU,

Attorneys of P. A. Gouin, provisional guardian.
Three Rivers, 25th July, 1902.

2820

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Dominique Mignac, merchant, of Montreal, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been appointed curator in the estate of said insolvent, in date of 30th day of July instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims, if they have not done so, at my office, No. 15, Saint James street, within thirty days, from the present notice.

WM. RENAUD,

Curator.

Montreal, 30th July, 1902.

2806

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Montreal, rendered on the 30th day of July, 1902, in a certain cause in which Dame Odile Lamarre, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, widow of the late Casimir Brosard, in his lifetime farmer, of the same place, and Nazaire Lamarre, caretaker, of the city and district of Montreal, are Plaintiffs, and Napoléon Lamarre, farmer, personally and in his quality of curator duly appointed to Dame Marie Lamarre, interdict, wife of Charles Arbec, farmer, and the said Arbec to authorize his said wife; Miss Ovide Lamarre, spinster; Michel Lamarre, formerly farmer; Alexis Lamarre, farmer; Pierre Lamarre, farmer; Odile Lamarre, wife of Isafe Goyette, and the said Isafe Goyette to authorize his said wife, all of the parish of Longueuil, in the district of Montreal; Hubert Lamarre, farmer, of the parish of Saint Hubert, said district; Gilbert Lamarre, trader, of the city and district of Montreal; Philomène Lamarre, of Chambly Canton, said district, widow of the late Fortunat Daignault, in his lifetime carter, of the same place; Eloïse Lamarre, of North Grafton, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, wife of Théophile Marcell, of the same place, and the said Théophile Marcell to authorize his said wife; Louis Roy, laborer, of the town of Saint Lam-

sentés, pour autoriser sa dite épouse ; Louis Roy, ouvrier, de la ville de Saint-Lambert, dit district ; Alphonse Roy, cultivateur, de la paroisse de Longueuil, dit district ; Arthur Roy, cultivateur, du même lieu ; Pierre Roy, cultivateur, de la dite ville de Saint-Lambert ; Joseph Roy, demeurant à Lynn, dans le dit état de Massachusetts ; Elie Tremblay, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Hubert ; Joseph Tremblay, cultivateur, du même lieu ; Alphonse Tremblay, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bruno, dit district ; Philomène Tremblay, des cité et district de Montréal, épouse de Désiré Brodeur, commis, du même lieu, et ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Adéline Tremblay, de la dite paroisse de Saint-Hubert, épouse de Barthélémy Charron, du même lieu, et ce dernier, partie aux présentes, pour autoriser sa dite épouse ; Gilbert Lamarre, jardinier, de Sainte-Philomène de Châteauguay, district de Beauharnois ; Marie-Louise Lamarre, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, veuve de François Céré, en son vivant du même lieu ; et Léocadie Lamarre, de la ville d'Ottawa, province d'Ontario, épouse de Henri Céré, du même lieu, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation, devant la dite cour supérieure, de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

A. Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, en la concession du Côteau Rouge, contenant deux arpents et huit pieds au trait carré nord-ouest, et deux arpents et cinq pieds au trait carré sud-ouest, sur trente arpents et cinq perches de profondeur, le tout plus ou moins, et étant le lot de terre connu sous le numéro cent trente-neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; tenant au bout nord-ouest au lot No 140, appartenant à Napoléon Lamarre, fils d'Alexis, au sud-est au lot No 131, appartenant à Alphonse Brais, du côté sud-ouest au dit lot No 140, appartenant à Thomas Millet—avec une maison en briques et autres bâties dessus érigées, la dite terre étant coupée dans la largeur par le chemin du Côteau Rouge.

B. Un terrain situé en les mêmes paroisses et concession, contenant environ un arpent et demi de largeur, par trente arpents de profondeur, étant la juste moitié sud-ouest, divisée en No 135 (½ S. O. 135), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil ; bornée au bout sud-ouest par la ligne limitative du village de Longueuil, au bout sud-est par le lot No 131, appartenant à Alphonse Brais, du côté sud-ouest par le lot No 136, appartenant à Damase Grivé, et du côté nord-est par l'autre moitié du lot officiel No 135, appartenant à Napoléon Lamarre, et ses dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 5 SEPTEMBRE 1902, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité et le district de Montréal, cour tenante, en la chambre No 31, à DIX heures ET DEMIE du matin ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ;

bert, said district ; Alphonse Roy, farmer, of the said parish of Longueuil, said district ; Arthur Roy, farmer, of the same place ; Pierre Roy, farmer, of the said town of Saint Lambert ; Joseph Roy, residing at Lynn, in the said state of Massachusetts ; Elie Tremblay, farmer, of the said parish of Saint Hubert ; Joseph Tremblay, farmer, of the same place ; Alphonse Tremblay, farmer, of the parish of Saint Bruno, said district ; Philomène Tremblay, of the city and district of Montreal, wife of Désiré Brodeur, clerk, of the same place, and the said Désiré Brodeur to authorize his said wife ; Adéline Tremblay, of the said parish of Saint Hubert, wife of Barthélemy Charron, of the same place, and the said Barthélemy Charron to authorize his said wife ; Gilbert Lamarre, gardener, of Sainte Philomène de Châteauguay, district of Beauharnois ; Marie-Louise Lamarre, of the city of Saint Henri, district of Montreal, widow of François Céré, in his lifetime of the same place, and Léocadie Lamarre, of the city of Ottawa, province of Ontario, wife of Henri Céré, of the same place, are Defendants, ordering the sale by licitation, before the said superior court, of certain immovables described as follows, to wit :

A. A certain piece of land situate in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the concession of Côteau Rouge, measuring two arpents and eight feet, at the north west "trait carré," and two arpents and five feet at the south west "trait carré," and extending to a depth of 30 arpents and five perches, the whole more or less, and being that certain piece of land known and designated under No. 139, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly ; bounded to the north west end by lot No. 140, belonging to Napoléon Lamarre, son of Alexis, to the south east by lot No. 131, belonging to Alphonse Brais, to the south west by the said lot No. 140, belonging to Thomas Millet—with the brick house and other buildings thereon erected, the said piece of land being divided lengthwise by the Côteau Rouge road.

B. A certain piece of land situate in the same parish and concession, and measuring about one arpent and a half in width, by 30 arpents in depth, being the exact south west half of the divided No. 135 (½ S. W. 135), of the official plan and book of reference, of the parish of Saint Antoine de Longueuil ; bound to the south west by the limits of the village of Longueuil, to the south east end by lot No. 131, belonging to Alphonse Brais, to the south west by lot No. 136, belonging to Damase Grivé, and to the north east by the other half of the official lot No. 135, belonging to Napoléon Lamarre, and its dependencies.

The above described immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 5th of SEPTEMBER, 1902, in the court room, at the court house, in the city and district of Montreal, during the sitting of the said court, in room No. 31, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon ; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court, and that all oppositions "afin d'annuler, afin de charge," or "afin de distraire" to the said licitation, must be filed with the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication, and that all oppositions "afin de conserver" must be filed within six

et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats des demandeurs.
Montréal, 30 juillet 1902. 2811
[Première publication, 2 août 1902.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **A** UGER & SON, de la
No 40. } Cité de Québec, com-
merçants, Demandeurs ; contre **G E O R G E**
PAQUET ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Alfred Paquet :
Une terre située dans la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, faisant partie du lot numéro neuf, du rang *a*, du canton d'Arthabaska, contenant environ quatre arpents de front sur la profondeur du lot ; joignant du côté est à Isaïe Taillon, et de l'autre côté à Paul Tourigny—avec une maison et autres bâties dessus construites, laquelle terre porte et comprend aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Victoire, comté d'Arthabaska, le lot numéro cinquante-sept (57) et la partie ouest du lot numéro cinquante-huit (p. o. 58).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le **QUATORZIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 9 juillet 1902. 2527.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—Comté de Mégantic.
Arthabaska, à savoir : } **L** ANTAGNE ET PRO-
No. 377. } **V** EN C H E R, mar-
chands, Demandeurs ; contre **J O S E P H** SKELLING,
Défendeur.

Tout le lot de terre numéro sept, du deuxième rang, du canton de Stanfold, contenant environ deux cent dix-huit acres en superficie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanfold, sous le numéro sept, du deuxième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, le **TREIZIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 9 juillet 1902. 2529.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **D** A M E H O R T E N S E
No 96. } **D** U B O I S E T V I R., De-
mandeurs ; contre **C H A R L E S** DUBOIS ET AL.,
Défendeurs.

Comme appartenant à Hortense Dubois :
Un emplacement situé dans la ville de Victoria-ville, sur le côté ouest de la rue Saint-Joseph, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistre-

days after the adjudication, and, in default by the parties of filing the said oppositions in the delays above prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for the plaintiffs.
Montreal, 30th July, 1902. 2812
[First published, 2nd July, 1902.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **A** UGER & SON, mer-
No. 40. } chants, of the city of
Quebec, Plaintiffs ; against **G E O R G E** **PAQUET**
ET AL., Defendants.

As belonging to Alfred Paquet :
A farm situate in the parish of Sainte-Victoire d'Arthabaska, being part of lot number nine, in range *a*, of the township of Arthabaska, containing about four arpents in front by the depth of the lot ; bounded on east side by Isaïe Taillon, and on the other side by Paul Tourigny—with a house and other buildings thereon erected, which land is known on the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Victoire, county of Arthabaska, as lot number fifty seven (57) and the west part of lot number fifty eight (w. p. 58).

To be sold at the parochial church door of Sainte Victore of Arthabaska, on the **FORTEENTH** day of **AUGUST** next, et **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff Office, Shérif.
Arthabaskaville, 9th July, 1902. 2528
[First published, 12th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—County of Megantic.
Arthabaska, to wit : } **L** ANTAGNE ET PROVEN-
No. 377. } **C** H E R, merchants, Plain-
tiffs ; against **J O S E P H** SKELLING, Defendant.

All the lot of land number seven, in the second range of Stanfold, containing about two hundred and eighteen acres in superficies, known and distinguished on the official plan and book of reference for the said township of Stanfold, under number seven, of the second range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Lourdes, on the **THIRTEENTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Shérif.
Arthabaskaville, 9th July, 1902. 2530
[First published, 12th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **D** A M E H O R T E N S E
No. 96. } **D** U B O I S E T V I R.,
Plaintiffs ; against **C H A R L E S** DUBOIS ET AL.,
Defendants.

As belonging to Hortense Dubois :
An emplacement in the town of Victoria-ville, on the west side of Saint Joseph street, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and distinguished on the official plan and book of reference for that part

ment pour la partie du canton d'Arthabaska, située dans la paroisse de Sainte-Victoire, sous le numéro cent soixante-deux (162), contenant environ 19,584 pieds en superficie—avec une maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif
Arthabaskaville, 9 juillet 1902. 2553.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JEAN-BAPTISTE
No 49. } CHAPDELAINÉ,

Requérant ; contre HENRI GIRARD, Intimé.

Comme appartenant au requérant :

1° Un emplacement sis et situé en la ville de Drummondville, rue Lindsay—avec bâtisses dessus érigées, maintenant connu et désigné comme le lot numéro soixante-cinq, au plan et livre de renvoi officiels du quartier sud, de la dite ville de Drummondville, comté de Drummond.

2° Une terre faisant partie des lots numéros cent trente-huit et cent trente-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, compris dans les bornes suivantes : d'un bout, vers le nord-est, par l'ancienne ligne abandonnée du chemin de fer du Pacifique, de l'autre bout, vers le sud-ouest, par le chemin du quatrième rang, d'un côté, vers le nord-ouest, par Paul Lamothe, de l'autre côté, vers le sud-est, par George McDougall ou ses représentants, sans égard à la contenance que peut avoir la dite portion de terre—avec bâtisses dessus construites.

3° Un emplacement situé sur la rue Dorion, dans le quartier sud, connu et désigné comme le lot numéro cent deux, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Drummondville, comté de Drummond.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif
Arthabaskaville, 10 juillet 1902. 2571.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } EDOUARD BUSQUE,
No 3405. } Demandeur ; contre HUBERT TOULOUSE, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Georges, en le rang Saint-Jean A, contenant cinq arpents de front sur neuf arpents de profondeur ; bornée en front par le chemin public, en arrière au bout de la profondeur du dit rang, au sud-ouest par Edmond Caron, et au nord-est par Michel Toulouse—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, étant le lot numéro cent soixante-treize (173), suivant le cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Georges.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif
Village de Saint-Joseph, Beauce, 28 juillet 1902. 2783
[Première publication, 2 août 1902.]

of the township of Arthabaska, lying in the parish of Sainte Victoire, under number one hundred and sixty two (162), containing about 19,584 feet in superficies—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff
Arthabaskaville, 9th July, 1902. 2554
[First published, 12th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JEAN-BAPTISTE CHAP-
No. 49. } DELAINE, Requérant ;

against HENRI GIRARD, Defendant.

As belonging to said requérant :

1. An emplacement lying and being in the town of Drummondville, Lindsay street—with buildings thereon erected, now known and distinguished as being lot number sixty five, on the official plan and book of reference for the south quarter of the said town of Drummondville, county of Drummond.

2. A piece of land being part of lots numbers one hundred and thirty eight and one hundred and thirty nine, of the official plan and book of reference for the township of Grantham, enclosed in the following boundaries : at one end, towards the north east, by the old abandoned railway line of the Pacific, at the other end, towards the south west, by the fourth range highway, on one side, north westerly, by Paul Lamothe, and on the other side, south easterly, by George McDougall or representatives, superficies of said piece of land be what it may—with buildings thereon erected.

3. An emplacement in the south quarter, Dorion street, known and distinguished as being lot number one hundred and two, on the official plan and book of reference for the said town of Drummondville, county of Drummond.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff
Arthabaskaville, 10th July, 1902. 2572
[First published, 12th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } EDOUARD BUSQUE, Plaintiff ;
No. 3405. } against HUBERT TOU-
LOUSE, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Georges, in the range Saint Jean A, containing five arpents in front by nine arpents in depth ; bounded in front by the public road, in rear by the end of the depth of the said range, on the south west by Edmond Caron, and on the north east by Michel Toulouse—with buildings thereon erected and dependencies, being lot number one hundred and seventy three (173), on the official cadastre of the said parish of Saint Georges.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff
Village of Saint Joseph, Beauce, 28th July, 1902. 2784
[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **G** **GEORGE THIBODEAU**,
No 3401. } Demandeur ; contre **M**
CHEL TOULOUSE, Défendeur, savoir :

Une terre située en la concession Saint-Jean, de la paroisse de Saint-Georges, étant particulièrement décrite sous les lots numéros cent soixante et onze et cent soixante et douze (171 et 172), suivant les plan et livre de renvri officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Georges, contenant en superficie cinquante-cinq arpents ; bornée d'un côté, au nord-ouest, à Hubert Toulouse, et d'autre côté aux terres du premier rang—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif,
Village de Saint-Joseph, Beauce, 28 juillet 1902
2781

[Première publication, 2 août 1902]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **G** **GEORGE THIBODEAU**,
No. 3401. } Plaintiff ; against **M**
TOULOUSE, Defendant, to wit :

A land situate in the concession Saint Jean, of the parish of Saint Georges, being particularly described as lots numbers one hundred and seventy one and one hundred and seventy two (171 and 172), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Georges, containing in area fifty five arpents ; bounded on one side, to the north west, by Hubert Toulouse, on the other side by the lands of the first range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de Beauce, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff,
Village Saint-Joseph, Beauce, 28th July, 1902.
2782

[First published, 2nd August, 1902.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **L** **ABBE DOMINIQUE**
No 2308. } **PELLETIER**, prêtre,
supérieur du collège de Sainte-Anne de la Pocatière, et y résidant, Demandeur ; contre les immeubles de **WILLIE ALIAS GUILLAUME MICHAUD**, de la paroisse de Saint-Mathias du Cabano, Défendeur, à savoir :

1° Un emplacement de cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, de mesure anglaise, faisant partie du numéro un (1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis du Ha ! Ha !, dans le comté de Témiscouata ; borné par le nord au Seigneur Coffin, par le nord-est au chemin public, par le sud et le sud-ouest au demandeur—avec bâtisses dessus construites.

2° Une terre située dans le premier rang de la Seigneurie du Lac Témiscouata et rivière Madawaska, communément appelée "la Seigneurie Fraser", dans le comté de Témiscouata, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur ; borné au sud-est par un tracé fait par arpenteur, au nord-ouest de la rivière Caldwell, au nord-ouest à la profondeur de vingt arpents, au sud-ouest à Alfred Bérubé, et au nord-est à Joseph Bergeron—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias du Cabano, JEUDI, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif,
Fraserville, 7 juillet 1902. 2519.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **C** **CHRISTOPHE OUELLET**,
No 2975. } **LET**, de la paroisse de
Sainte-Anne de la Pocatière, rentier, Demandeur ;
contre les immeubles de **ARTHUR OUELLET**, de
la même paroisse, Défendeur, à savoir :

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **T** **THE ABBE DOMINIQUE**
No. 2308. } **PELLETIER**, priest,
superior of the college of Sainte Anne de la Pocatière, and residing there, Plaintiff ; against the immovables of **WILLIE ALIAS GUILLAUME MICHAUD**, of the parish of Saint Mathias du Cabano, Defendant, to wit :

1. A lot of one hundred feet in front by one hundred feet in depth, english measure, forming part of the number one (1), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Louis du Ha ! Ha !, in the county of Témiscouata ; bounded on the north by the Seigneur Coffin, on the north east by the public road, on the south and south east by the plaintiff—with the buildings thereon erected.

2. A land situate in the first range of the seigniorie of Lake Témiscouata, and river Madawaska, commonly called the "Fraser Seigniorie", in the county of Témiscouata, containing three arpents in front by twenty arpents in depth ; bounded on the south west by an outline made by a land surveyor, on the north west of the river Caldwell, on the north west by the depth of twenty arpents, on the south west by Alfred Bérubé, and on the north east by Joseph Bergeron—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathias du Cabano, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff,
Fraserville, 7th July, 1902. 2520
[First published, 12th July, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **C** **CHRISTOPHE OUELLET**,
No. 2975. } of the parish of Sainte
Anne de la Pocatière, rentier, Plaintiff ; against
the immoveable of **ARTHUR OUELLET**, of the
same parish, Defendant, to wit :

1° Une terre sise et située en le troisième rang de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, dans le comté de Kamouraska, de deux arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse, sous le numéro sept cent trente et un (731)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un circuit de terre situé sur le rang du *Fide*, en la paroisse de Saint-Onésime, dans le comté susdit, contenant deux arpents de front sur environ six arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Onésime, sous le numéro quatre-vingt-dix (90), de la première série—sans bâtisse.

A charge par le ou les acquéreurs de payer à sieur Firmin Boucher, la rente mentionnée au contrat de mariage entre Désiré Chouinard et Delle Marie Boucher, fille de Firmin, passé à Sainte-Anne le deux mars 1886, devant F. L. Moreau, notaire, et enregistré le 28 juin 1886, au bureau d'enregistrement du comté de Kamouraska, et de se conformer aux clauses du dit contrat.

A charge aussi de la rente fixé en faveur de Dame Philomène Thiboutot, suivant acte passé à Sainte-Anne le 23 février 1901 devant L. J. Bérubé, notaire, et enregistré au même bureau d'enregistrement, le 17 octobre 1901.

Pour être vendus, le premier lot, à la porte de l'église de Sainte-Anne de la Pocatière, MERCREDI, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, et le deuxième lot, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi à la porte de l'église de Saint-Onésime. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 9 juillet 1902. 2557-2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DEMOISELLE ELMEA
Nos 329 et 2020 } D. MALBEUF, des cité et
district de Montréal, fille majeure, Demanderesse dans la cause portant le No 329, et JULES MALBEUF, journalier, des cité et district de Montréal, Demandeur dans la cause portant le No 2020 ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits aux cédulés marqués "A", annexées aux brefs en cette cause, de ODILON LEDUC, de Saint-Joseph de Soulanges, district de Montréal, et Thomas N. Proulx, teneur de livres, des cité et district de Montréal, curateur dûment nommé au délaissement fait par le dit Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur, l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Dix (10) quarante-huitièmes indivis de l'immeuble ci-après désigné, moins cette partie du dit immeuble, appartenant à la Compagnie du chemin de fer Ontario et Québec, savoir :

Une terre sise et située au nord-est de la Côte Saint-Dominique, dans la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Soulanges,

1. A land situate and being in the third range of the parish of Sainte-Anne de la Pocatière, in the county of Kamouraska, of two arpents in front by forty two arpents in depth, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as number seven hundred and thirty one (731)—with the buildings thereon erected.

2. A circuit of land situate on the range du *Fide*, in the parish of Saint-Onésime, in the county aforesaid, containing two arpents in front by about six arpents in depth, the whole more or less, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint-Onésime, as number ninety (90), of the first series—without buildings.

Subject to the charge upon the purchasers of paying to Mr. Firmin Boucher, the rent mentioned in the marriage contract between Désiré Chouinard and Miss Marie Boucher, daughter of Frmin, passed at Sainte Anne, on the second of March, 1886, before F. L. Moreau, notary, and registered on the 28th of June, 1886, in the registry office of the county of Kamouraska, and of complying with the clauses of the said contract.

And also subject to the charge of the rent fixed in favor of Dame Philomène Thiboutot, by deed passed at Sainte Anne, on the 23rd of February, 1901, before L. J. Bérubé, notary, and registered in the same registry office, on the 17th of October, 1901.

To be sold, the first lot, at the church door of Sainte Anne de la Pocatière, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, and the second lot, the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon, at the church door of Saint-Onésime. The said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 9th July, 1902. 2558
[First published, 12th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the aforesaid-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERIE FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS ELMEA MALBEUF,
Nos. 329 and 2020. } M of the city and district of
Montreal, spinster, Plaintiff in the suit bearing the number 329, and JULES MALBEUF, laborer, of the city and district of Montreal, Plaintiff, in the suit bearing the No. 2020 ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", annexed to the writs in this cause, of ODILON LEDUC, of Saint Joseph de Soulanges, district of Montreal, and Thomas N. Proulx, book keeper, of the city and district of Montreal, curator duly named to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant, and in the possession of the said curator, the immovable hereinafter mentioned, to wit :

Ten (10) undivided forty-eighths of the immovable hereinafter described, less that part of the said immovable belonging to the Ontario and Quebec Railway Company, namely :

A land situate and being on the north east of Côte Saint Dominique, in the parish of Saint Joseph de Soulanges, described on the official plan and book of reference of the said parish of

sous le numéro soixante et dix-sept (77), contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins; tenant par devant au chemin du Roi ou chemin public de la dite Côte Saint-Dominique, par derrière à une terre du Carcan, d'un côté à Joseph Legault, et de l'autre côté à Arsène Denis, et partie au Chemin de fer de la Compagnie de chemin de fer Ontario et Québec—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 29 juillet 1902. 2791
[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME ANGELE
No 988. } LAPIERRE, des cité et
district de Montréal, veuve de feu l'honorable
Charles Séraphin Rodier, en son vivant manufacturier
et sénateur, du même lieu, en sa qualité d'exécutrice
testamentaire et administratrice des biens du dit
honorable Charles Séraphin Rodier, Demanderesse; contre
les terres et tenements de LOUIS MONETTE, boucher,
du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et cinq (565), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu; borné en front par la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro sept cent cinquante-cinq (755), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu; borné en front par la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro mille trois cent un (1301), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 8 juillet 1902. 2525.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE HERVEY INSTI-
No 2937. } TUTE, corps politique
et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa
place d'affaires dans les cité et district de Montréal,
Demandeur; contre les terres et tenements de
DAME AMELIA SOMERVILLE, de la cité de Montréal,
veuve de feu Walter Wardle, en son vivant du même
lieu, constructeur et entrepreneur, Défendresse.

Ce lot de terre près de l'avenue Argyle, dans la ville de Westmount, comté d'Hochelaga, district de Montréal, étant la partie nord-ouest de la subdivision treize (13), du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatrevingt-deux (282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant cent un (101) pieds de largeur en front et en arrière, sur une profondeur de cent (100) pieds; borné vers le sud-ouest par le lot officiel numéro deux cent quatrevingt-un (281), sur le dit plan, et vers le nord-est par les subdivisions vingt et vingt et un (20 et 21), du lot numéro deux cent quatrevingt-deux (282), de la paroisse de Montréal, vers le sud-est par le résidu de la dite subdivision treize (13), du dit lot numéro

Soulanges, as number seventy-seven (77), containing three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less; bounded in front by the King's road or the public road of the said Côte Saint-Dominique, in rear by a land "du Carcan," on one side by Joseph Legault, and on the other side by Arsène Denis, and partly by the line of the Ontario and Quebec Railway Company—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joseph de Soulanges, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 29th July, 1902. 2792
[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME ANGELE LA-
No 988. } PIERRE, of the city
and district of Montreal, widow of the late Honorable
Charles Séraphin Rodier, in his lifetime manufacturer
and senator, of the same place, in her quality of
testamentary executrix and administratrix of the estate
of the said Honorable Charles Séraphin Rodier, Plaintiff;
against the lands and tenements of LOUIS MONETTE,
butcher, of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Notre Dame street, known and described as number five hundred and sixty five (565), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward—with a two storey wooden house and other buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate at the same place; bounded in front by Notre Dame street, known and described as number seven hundred and fifty five (755), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward—with a two storey wooden house and other buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate at the same place; bounded in front by Notre Dame street, known and described as number one thousand three hundred and one (1301), of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward—with a two storey wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 8th July, 1902. 2526
[First published, 12th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE HERVEY INSTI-
No 2937. } TUTE, a body politic
and corporate, duly incorporated, and having their
chief office and place of business in the city and
district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and
tenements of DAME AMELIA SOMERVILLE, of the city
of Montreal, widow of the late Walter Wardle, in his
lifetime of the same place, builder and contractor,
Defendant.

That certain lot of land off Argyle avenue, in the town of Westmount, county of Hochelaga, district of Montreal, being the north west portion of subdivision thirteen (13), of the lot of land known and designated by the number two hundred and eighty two (282), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing one hundred and one (101) feet in width in front and in rear by a depth of one hundred (100) feet; bounded towards the south west by official number two hundred and eighty one (281), on said plan, and towards the north east by subdivisions twenty and twenty one (20 and 21), of lot number two hundred and eighty two (282), of the parish of Montreal, towards the south east by the remainder

deux cent quatre-vingt-deux (282), et vers le nord-ouest par la subdivision vingt-six et vingt-sept (26 et 27), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282) — avec deux bâtisses séparées par moitié et complètes, aux-érigées et le droit de passage en tout temps à pied ou en voiture sur un chemin ou avenue ouvrant sur la dite Avenue Argyle et connu et désigné comme subdivision vingt (20), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 juillet 1902. Shérif. 2543.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** E CREDIT FONCIER No 1270. } **L** FRANCO CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaire dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de HENRY SAXE, marchand-tailleur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une étendue ou morceau de terre formant partie de la partie non subdivisée du lot de terre portant le numéro six cent quatre-vingt quatorze (694), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, contenant cent seize pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; bornée en front, au nord-est, par l'avenue Impériale, d'environ trente-quatre pieds de largeur, conduisant à la rue Saint-Jacques, et formant partie du dit lot officiel, en arrière par les lots numéros six cent quatre-vingt-dix-sept et six cent quatre-vingt-dix-huit, sur le dit plan officiel, du côté sud-est par les lots numéros six cent quatre-vingt-dix-neuf et sept cent, sur le dit plan, et du côté nord-ouest par une partie du dit lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze, appartenant à Patrick Martin ou représentants—avec cinq maisons en bois lambrissées en briques, remise et autres bâtisses aux-érigées, avec le droit de passage dans la dite avenue et autres appartenances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 9 juillet 1902. Shérif. 2547.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **H** ERCULE DUPRÉ, mar- No 491. } **H** ERCHAND de bois, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de ALCIDE ROBILLARD, du village de Beauvillage, paroisse de la Longue-Pointe, district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au village de Beauvillage de la Longue-Pointe, district de Montréal, de la contenance de quarante-cinq (45) pieds de largeur sur une profondeur d'environ cent quarante et un (41) pieds, plus ou moins, et mesure anglaise, lequel emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389-4), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de la Longue-Pointe, et tel que borné en avant, au sud-ouest, par dix pieds de terre donnés pour élargir le chemin Saint-Léonard, en arrière, au nord-est, par une ruelle de dix-huit pieds de largeur, d'un côté, au sud-est, par Joseph Robert, et de l'autre côté, au nord, par Antoine Magné—avec maison en bois, remise, et autres bâtisses dessus construites.

of said subdivision thirteen (13), of said lot number two hundred and eighty two (282), and towards the north west by subdivision twenty six and twenty seven (26 and 27), of said lot two hundred and eighty two (282)—with two semi-detached self containing dwellings thereon erected and right of way at all times, on foot or with vehicles, over a roadway or avenue opening on said Argyle avenue and known and designated as subdivision twenty (20), of said lot two hundred and eighty two, of the municipality of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th July, 1902. Sheriff. 2544
[First published, 12th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **L** E CREDIT FONCIER No. 1270. } **L** FRANCO CANADIEN, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of HENRY SAXE, merchant tailor, of the city and district of Montreal, Defendant.

A tract or parcel of land forming part of the undivided portion of the lot of land bearing the number six hundred and ninety four (694), on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, containing one hundred and sixteen feet in width by eighty feet in depth, english measure, and more or less ; bounded in front, to the north east, by Imperial avenue, of about thirty four feet in width, leading to Saint James street, and forming part of the said official lot, in rear by lots numbers six hundred and ninety seven and six hundred and ninety eight, on said official plan, on the south east side by lots numbers six hundred and ninety nine and seven hundred, on said plan, and on the north west side by a portion of the said lot number six hundred and ninety four, belonging to Patrick Martin or representatives—with five wooden houses encased with brick, shed, and other buildings thereon erected, with the right of way in said avenue and other appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 9th July, 1902. Sheriff. 2548
[First published, 12th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **H** ERCULE DUPRE, lum- No. 491. } **H** ERBER merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALCIDE ROBILLARD, of the village of Beauvillage, parish of Longue-Pointe, district of Montreal, Defendant.

A lot situate and being in the village of Beauvillage de la Longue-Pointe, district of Montreal, containing forty five (45) feet in width by a depth of about one hundred and forty one (41) feet, more or less, and english measure, and which lot is known and described as forming part of the lot number four, of the subdivision of lot number three hundred and eighty nine (389-4), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Longue-Pointe ; and such as bounded in front, to the south west, by ten feet of land given to widen the Saint Leonard road, in rear, to the north-east, by a lane of eighteen feet in width, on one side, to the south east, by Joseph Robert, and on the other side, to the north, by Antoine Magné—with wooden house, shed and other buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 9 juillet 1902. 2545.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } L'HONORABLE HORACE
No 399. } ARCHAMBAULT, ES-QUA-
LITÉ, Demandeur, et Henry A. Goyette, procureur,
distrayant par distraction de frais : contre LOUIS
VANASSE, cultivateur, du canton de Low, dans le
district d'Ottawa, à savoir :

Tous les droits, titres et intérêts du dit défendeur, dans et sur ces lots dans le canton de Low, dans le district d'Ottawa, étant les numéros quarante six (46), quarante sept A (47 A) et quarante-sept B (47 B), dans le rang B, suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton—avec les bâtisses sus-érigés.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 11 juillet 1902. 2569.2
[Première publication, 12 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Pontiac. } THOMAS BURNS, du vil-
No 589. } lage de Chapeau, dit dis-
trict, hôtelier, Demandeur ; contre DAME CAROLINE BURNS, épouse de Malcolm McIntyre, ci-devant de Pembroke, dans la province d'Ontario, et le dit Malcolm McIntyre afin d'autoriser sa dite épouse, Eliza Burns, veuve de feu Patrick Fleming, cidevant du village de Chapeau, William Burns, ci-devant du canton de Chichester, dans le dit district de Pontiac, mais maintenant tous de lieux inconnus, Défendeurs.

Ces lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Chichester, dans le dit district de Pontiac, comme lots (Nos 9 et 10), numéros neuf et dix, dans le troisième rang du dit canton, chaque lot contenant cent acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigés, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,
Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 28 juillet 1902. 2849
[Première publication, 2 août 1902.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEETH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 9th July, 1902. 2546
[First published, 12th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } THE HONORABLE HORACE
No. 399. } ARCHAMBAULT, ES-QUA-
RITÉ, Plaintiff, and Henry A. Goyette, attorney,
distraying par distraction de frais ; against LOUIS
VANASSE, farmer, of the township of Low, in the
district of Ottawa, to wit :

All the rights, titles and interests of the said defendant, in and to those certain lots in the township of Low, in the district of Ottawa, being numbers forty six (46), forty seven A (47 A) and forty seven B (47 B), in range B, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 11th July, 1902. 2570
[First published, 12th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

District of Pontiac. } THOMAS BURNS, of the
No. 589. } village of Chapeau, said
district, hotel keeper, Plaintiff ; against DAME CAROLINE BURNS, wife of Malcolm McIntyre, formerly of Pembroke, in the province of Ontario, and the said Malcolm McIntyre to authorize his said wife, Eliza Burns, widow of late Patrick Fleming, formerly of the village of Chapeau, William Burns, formerly of the township of Chichester, in said district of Pontiac, but now all of places unknown, Defendants.

These certain lots of land known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Chichester, in said district of Pontiac, as lots (Nos. 9 and 10) numbers nine and ten, in the third range, of the said township, containing each lot one hundred acres, more or less—with the buildings thereon erected, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 28th July, 1902. 2850
[First published, 2nd August, 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRAINS** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS*Cour de Circuit.*

Québec, à savoir : } **ISIDORE NOEL BELLEAU**
No 4623 } **ET EUSEBE BELLEAU,**
tous deux de la ville de Lévis, avocats, et **LAWRENCE STAFFORD,** de la cité de Québec, avocat, tous trois ci-devant associés et pratiquant comme tels à Québec, sous la raison sociale de Belleau, Stafford & Belleau ; contre **WILLIAM LIVINGSTON,** de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, à savoir :

1o Le numéro 640 (six cent quarante), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située dans la première concession de la moitié sud-ouest de la seigneurie de Bourg-Louis—circonstances et dépendances.

2o Le numéro 641 (six cent quarante et un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant une terre située dans la première concession de la moitié sud-ouest de la seigneurie de Bourg-Louis—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, le **QUATRIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif,
Québec, 31 juillet 1902.

Shérif.
2827

[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **FRANCOIS XAVIER**
No 977. } **DUPUIS,** de Saint-Jean,
Isle d'Orléans, marchand ; contre **ISIDORE NOEL,** de Saint-Jean, Isle d'Orléans, pilote, à savoir :

Le lot No 185 (cent quatre-vingt cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean, Isle d'Orléans, étant un emplacement situé au premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean, Isle d'Orléans, comté de Montmorency, le **SIXIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 31 juillet 1902.

Shérif.
2829

[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 1939. } **FRANCO CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre **AURELIE AUCLAIR,** veuve de François-Xavier Corriveau, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 736 (sept cent trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colomb—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre aux **MM. Boisseau,** de Québec.

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.*Circuit Court.*

Québec, to wit : } **ISIDORE NOEL BELLEAU**
No 4623. } **AND EUSEBE BELLEAU,**
advocates, both of the town of Lévis, and **LAWRENCE STAFFORD,** advocate, of the city of Québec, all three heretofore partnerships and practising as such at Québec, under the style and firm of Belleau, Stafford & Belleau ; against **WILLIAM LIVINGSTON,** of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, to wit :

1. Number 640 (six hundred and forty), of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a land situate in the first concession of the south west half of the seigniory of Bourg-Louis—circumstances and dependencies.

2. Number 641 (six hundred and forty one), of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being a land situate in the first concession of the south west half of the seigniory of Bourg-Louis—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, on the **FOURTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Québec, 31st July, 1902.

Sheriff.
2828

[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **FRANCOIS XAVIER DUPUIS,**
No. 977. } of Saint Jean Ile d'Orléans,
merchant ; against **ISIDORE NOEL,** of Saint Jean, Isle d'Orléans, pilot, to wit :

Lot No. 185 (one hundred and eighty five), of the official cadastre for the parish of Saint Jean, Isle d'Orléans, being a lot situate in the first concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean, Isle d'Orléans, county of Montmorency, on the **SIXTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Québec, 31st July, 1902.

Sheriff.
2830

[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1939. } **FRANCO CANADIEN,**
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Québec ; against **AURELIE AUCLAIR,** widow of François-Xavier Corriveau, of the city of Québec, to wit :

Lot No. 736 (seven hundred and thirty six), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Québec, being a lot situate on Colomb street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th of September to Messrs. Boisseau, of Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 31 juillet 1902. 2831
[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 1335. } **FRANCO CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec; contre FRANCOIS-XAVIER JOLY, de la cité de Québec, à savoir

Le lot No 830 (huit cent trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Morin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre, aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 31 juillet 1902. 2835
[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 59. } **FRANCO CANADIEN,**
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec; contre DAME CHARLOTTE TARDIF, veuve de François Laberge, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 784 (sept cent quatre-vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Hermine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre, aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 31 juillet 1902. 2833
[Première publication, 2 août 1902.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } **GEORGE DAVID.**
Province de Québec, } **SON, Demandeur;**
District de St-Hyacinthe, } vs. **JEAN BAPTISTE**
No 57. } **BELANGER, Défendeur**

Un terrain situé en la ville d'Acton, sur la rue du Grand-Tronc, comté de Bagot, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Acton Vale (aujourd'hui la ville d'Acton), sous le numéro trois cent vingt-sept (No 327)—avec les bâtisses.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 31st July, 1902. 2832
[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1335. } **FRANCO CANADIEN,**
body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Québec; against FRANCOIS-XAVIER JOLY, of the city of Québec, to wit :

Lot No. 830 (eight hundred and thirty), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Morin street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$5.00, payable on the 29th September, to Messrs. Boisseau, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 31st July, 1902. 2836
[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No 59. } **FRANCO CANADIEN,**
body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Québec; against DAME CHARLOTTE TARDIF, widow of François Laberge, of the city of Québec, to wit :

Lot No. 784 (seven hundred and eighty four), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Hermine street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th September, to Messrs. Boisseau, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 31st July, 1902. 2834
[First published, 2nd August, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **GEORGE DAVID.**
Province of Québec, } **SON, Plaintiff;**
District of St Hyacinth. } vs. **JEAN BAPTISTE**
No. 57. } **BELANGER, Defendant.**

A lot of land situate at the town of Acton, on Grand Trunk street, Bagot county, known and designated on the official plan and book of reference for the village of Acton Vale (now the town of Acton), as lot number three hundred and twenty seven (No. 327)—with the buildings.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HUGENE SIOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 28 juillet 1902. 2785
[Première publication, 2 août 1902.]

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint André d'Acton, at the town of Acton, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

HUGENE SIOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 28th July, 1902. 2786
[First published, 2nd August, 1902.]

Avis Divers

ASSOCIATION DES DENTISTES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Montréal, 29 juillet 1902.

L'assemblée annuelle des licenciés en chirurgie dentaire de cette province aura lieu mercredi le 3 septembre 1902, à 8 heures p. m. au collège dentaire de la province de Québec, No 1919, rue Sainte Catherine, à Montréal.

DR. EUDORE DUBEAU,
2847 Secrétaire A. D. P. Q.

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Clara Corbin, de Grand'Mère, épouse de Georges Belleville, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Georges Belleville, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

LS. J. BLONDIN,
Procureur de la demanderesse.
Grand'Mère, 1er août 1902. 2839

Miscellaneous Notices

DENTAL ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Montreal, 29th July, 1902.

The annual meeting of the dental association of this province will take place on Wednesday, on the 3rd of September, 1902, at 8 o'clock p. m., in the dental College of the province of Quebec, No. 1919, Sainte Catherine street, at Montreal.

DR. EUDORE DUBEAU,
2848 Secretary D. A. P. Q.

Province of Quebec, }
District of Three-Rivers. } *Superior Court.*

Dame Clara Corbin, of Grand'Mère, wife of Georges Belleville, hotel-keeper, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Georges Belleville, Défendant.
An action in separation as to property has been instituted this day, in this cause.

LS. J. BLONDIN,
Attorney for plaintiff
Grand'Mère, 1st August, 1902. 2840

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Pierre Gagnon, marchand, Sainte-Flavie,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 juillet 1902, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 31 juillet 1902. 2843

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de T. Labrie & Cie, marchands, Lévis,
Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 juillet 1902, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 31 juillet 1902. 2841

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*

In the matter of Pierre Gagnon, merchant, Sainte-Flavie,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 21st July, 1902, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 31st July, 1902. 2844

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of T. Labrie & Cie, merchants, Lévis,
Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated July 18th, 1902, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them, within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 31st July, 1902. 2842

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de L. J. Demers & Frère, de Québec,
imprimeurs, faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à notre bureau No 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 19ième jour d'août 1902.

Toute contestation au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 1er août 1902. 2837

Dans l'affaire de Gingras, Morin & Cie., de Québec,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 août 1902, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 2 d'août 1902. 2845

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of L. J. Demers & Frère, of Quebec,
printers, Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on or after the 19th of August, 1902.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint curators,

Quebec, 1st August, 1902. 2838

In the matter of Gingras, Morin & Cie., of Quebec,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 18th of August, 1902, after which date the dividends will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 2nd August, 1902. 2846

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 31.

ANNONCEURS : — *Avis aux :* — Concernant avis, etc., 1387.

AVIS : — Assemblée annuelle des licenciés en chirurgie dentaire de cette province, 1415 ; Dissolution d'école dissidente, 1390 ; Examen des candidats pour licence de mesureurs de bois, 1390 ; Requête pour obtenir lettres de vérification, 1399.

AVIS DE CANCELLATION : — *Canton de :* — Chertsey, 1389 ; Gaspé Bay N., 1389 ; Guigues, 1390 ; Laverlochère, 1390 ; Ponsonby, 1390 ; Port-Daniel, 1389.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des :* — Assemblée législative, 1394 ; Conseil législatif, 1393.

FAILLIS : — Allaire, 1403 ; Demers & Frère, 1416 ; Gagnon, 1415 ; Gingras *et al.*, 1416 ; Goyer, 1404 ; Labrie & Cie, 1415 ; Mailloux, 1403 ; Mignac, 1404 ; Paré, 1403 ; Prince, 1404 ; St. Hilaire, 1403.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie Déry & Fils, 1400 ; La Cie théâtrale française, 1402 ; La Cie de médecines patentées françaises, 1401 ; La Cie d'imprimerie Geo. Pinault, jnr., 1401 ; The Price Porritt Pulpe & Power Coy, 1400 ; Thomas Baird & Son Coy, 1401.

LETTRES PATENTES EMISES : — La Cie de L'Événement, 1391 ; La Cie J. A. Gosselin, 1391 ; La Cie industrielle de Montmagny, 1392.

LICITATION : — *Dme Lamarre et al vs Lamarre et al*, 1404.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : — De P. T. Desjardins à H. Desjardins, 1390.

MUNICIPALITÉ : — Demande de publier dans une seule langue : — Municipalité de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, 1390.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31.

ADVERTISERS : — *Notice to :* — Respecting notices, &c., 1387.

NOTICES : — Annual meeting of the dental association of this province, 1415 ; Dissolution of dissentient school, 1390 ; Examination of candidates for license as lumber cutters, 1390 ; Petition to obtaining letters of verification, 1399.

NOTICES OF CANCELLATION : — *Township of :* — Chertsey, 1389 ; Gaspé Bay N., 1389 ; Guigues, 1390 ; Laverlochère, 1390 ; Ponsonby, 1390 ; Port-Daniel, 1389.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the :* — Legislative Assembly, 1394 ; Legislative Council, 1393.

INSOLVENTS : — Allaire, 1403 ; Demers & Frère, 1416 ; Gagnon, 1415 ; Gingras *et al.*, 1416 ; Goyer, 1404 ; Labrie & Cie, 1415 ; Mailloux, 1403 ; Mignac, 1404 ; Paré, 1403 ; Prince, 1404 ; St. Hilaire, 1403.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — The Cie Déry & Son, 1400 ; La Cie théâtrale française, 1402 ; La Cie de médecines patentées françaises, 1401 ; La Cie d'imprimerie Geo. Pinault, jnr., 1401 ; The Price Porritt Pulpe & Power Coy, 1400 ; Thomas Baird & Son Coy, 1401.

LETTERS PATENT ISSUED : — La Cie de L'Événement, 1391 ; La Cie J. A. Gosselin, 1391 ; La Cie industrielle de Montmagny, 1392.

LICITATION : — *Dme Lamarre et al vs Lamarre et al*, 1404.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER : — From P. T. Desjardins to H. Desjardins, 1390.

MUNICIPALITY : — Application for leave to publish in one language only : — Municipality of Sainte-Adèle, county of Terrebonne, 1390.

PROCLAMATION :— Convocation des Chambres, 1387 ; Transfert de chemin aux autorités municipales, 1388.

SÉPARATIONS DE BIENS :— Dmes Archambault vs Beaudry, 1397 ; Bergeron vs Bergeron, 1397 ; Bourdeau vs Miron, 1398 ; Chaput vs Guillemette, 1396 ; Corbin vs Belleville, 1415 ; De Montigny vs Giguère, 1399 ; Doiron vs Poirier, 1398 ; Fournel vs Racine, 1397 ; Fortin vs Ouellet, 1399 ; Gagnon vs Goyer, 1398 ; Laporte vs Gauthier, 1397 ; Loiselle vs Gingras, 1396 ; Pagé vs Létourneau, 1398 ; Richard vs Chenevert, 1398 ; Robert vs Brousseau, 1398 ; Soucy vs Ouellet, 1399.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Sloane vs Lehness, 1399 ; Dme Smith vs Cooke, 1399.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :— Auger & Son vs Paquet *et al*, 1406 ; Chapdelaine vs Girard, 1407 ; Dme Dubois *et vir* vs Dubois *et al*, 1406 ; Lantagne & Provencher vs Skelling, 1406.

BEAUCE :— Busque vs Toulouse, 1407 ; Thibodeau vs Toulouse, 1408.

KAMOURASKA :— Ouellet vs Ouellet, 1408 ; Pelletier (l'abbé) vs Michaud, 1408.

MONTREAL :— Dme Lapierre *ès-qual* vs Monette, 1410 ; Dupré vs Robillard, 1411 ; Delle Malbeuf *et al* vs Leduc *et al*, 1409 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Saxe, 1411 ; The Hervey Institute vs Dme Somerville, 1410.

OTTAWA :— Archambault *ès-qual* vs Vanasse, 1412.

PONTIAC :— Burns vs Dme Burns *et al*, 1412.

QUÉBEC :— Belleau *et al* vs Livingston, 1413 ; Dupuis vs Noël, 1413 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Auclair, 1413 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Tardif, 1414 ; Le Crédié Foncier Franco-Canadien vs Joly, 1414.

SAINT-HYACINTHE :— Davidson vs Bélanger, 1414.

PROCLAMATION :— Parliament convoked, 1387 ; Road transferred to the municipal authorities, 1388.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :— Dmes Archambault vs Beaudry, 1397 ; Bergeron vs Bergeron, 1397 ; Bourdeau vs Miron, 1388 ; Chaput vs Guillemette, 1396 ; Corbin vs Belleville, 1415 ; De Montigny vs Giguère, 1399 ; Doiron vs Poirier, 1398 ; Fecteau vs Vachon, 1365 ; Fournel vs Racine, 1397 ; Fortin vs Ouellet, 1399 ; Gagnon vs Goyer, 1398 ; Laporte vs Gauthier, 1397 ; Loiselle vs Gingras, 1396 ; Pagé vs Létourneau, 1398 ; Richard vs Chenevert, 1398 ; Robert vs Brosseau, 1398 ; Soucy vs Ouellet, 1399.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dme Sloane vs Lehness, 1399 ; Dme Smith vs Cooke, 1399.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA :— Auger & Son vs Paquet *et al*, 1406 ; Chapdelaine vs Girard, 1407 ; Dme Dubois *et vir* vs Dubois *et al*, 1406 ; Lantagne & Provencher vs Skelling, 1406.

BEAUCE :— Busque vs Toulouse, 1407 ; Thibodeau vs Toulouse, 1408.

KAMOURASKA :— Ouellet vs Ouellet, 1408 ; Pelletier (l'abbé) vs Michaud, 1408.

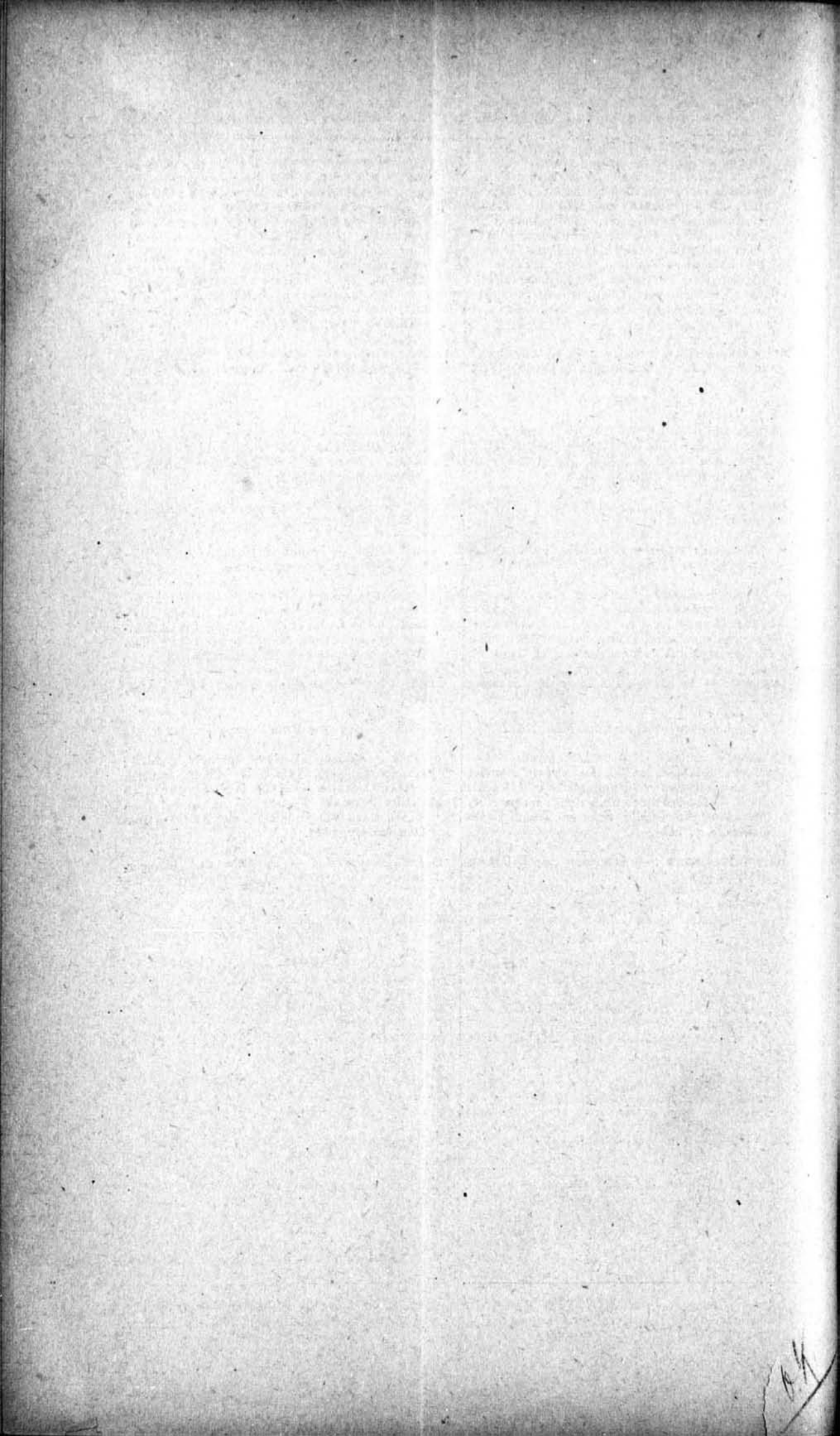
MONTREAL :— Dme Lapierre *ès-qual* vs Monette, 1410 ; Dupré vs Robillard, 1411 ; Delle Malbeuf *et al* vs Leduc *et al*, 1409 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Saxe, 1411 ; The Hervey Institute vs Dme Somerville, 1410.

OTTAWA :— Archambault *ès-qual* vs Vanasse, 1412.

PONTIAC :— Burns vs Dme Burns *et al*, 1412.

QUÉBEC :— Belleau *et al* vs Livingston, 1413 ; Dupuis vs Noël, 1413 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Auclair, 1413 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Tardif, 1414 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Joly, 1414.

SAINT HYACINTH :— Davidson vs Bélanger, 1414.



AK